



# LA VOIX DES TRAVAILLEURS

Mensuel révolutionnaire internationaliste édité par l'O.T.R

Organisation des Travailleurs Révolutionnaires

(Union Communiste Internationaliste)

Contre le pouvoir des riches et des possédants, quelle que soit l'étiquette politique du gouvernement qui les représente.

Contre les bandes armées légales ou illégales, toutes hostiles aux classes exploitées.

Pour le pouvoir démocratique des travailleurs des villes, des campagnes et des paysans pauvres.

Pour le contrôle de la production, du grand commerce, des terres et des banques par les ouvriers et les paysans pauvres et pour la répartition égalitaire des biens entre tous.

Pour le combat contre l'impérialisme par la lutte de classe des prolétaires.

Pour un parti mondial de la révolution socialiste.



« An nou konte sou fòs nou »

30 oct. 2023

N° 310

Prix: 25 gourdes

## EDITORIAL

### LES LUTTES CONSCIENTES ET ORGANISÉES DES OPPRIMÉS: SEULE PERSPECTIVE D'AVENIR



Par quoi remplacer le gouvernement fantoche d'Ariel Henry mis en place après l'assassinat de Jovenel ? C'est la question que se posent les impérialistes qui font feu de tout bois pour tenter de juguler le chaos dans lequel ils se trouvent en Haïti. Colloques, sommets, résolutions internationales, sanctions, intervention militaire. Si tout ce tintamarre n'a rien donné pour l'instant, il a toutefois pour effet de garder la population en haleine en lui faisant croire que ses bourreaux, ses exploiters, les mêmes qui sont responsables de ce chaos, s'occupent d'elle. Mais il serait suicidaire pour les masses populaires d'accorder du crédit à tout ce cirque qui ne vise qu'à sauvegarder la mainmise de l'impérialisme et des classes riches sur le pays en pérennisant leurs déboires et leurs souffrances.

La dernière résolution date du 19 octobre dernier. Les diplomates du Conseil de sécurité de l'ONU ont à nouveau pondé une énième résolution sur le cas d'Haïti. Il s'agit en fait de la reconduction des sanctions, selon l'ONU, contre des « acteurs corrompus, des personnes qui facilitent la violence des gangs et d'autres activités criminelles en Haïti. » Mais un an après les premières sanctions, les criminels visés ont prospéré, ils se sont multipliés en étendant le grappin sur le pays, en multipliant les actes de terreur contre les masses populaires.

Et à y regarder de plus près, il s'agit en fait des criminels, des corrompus qui ne sont pas en odeur de sainteté avec l'administration américaine ou canadienne aujourd'hui. Mais de nombreux autres bourgeois et politiciens que la clameur publique dénonce comme ayant pris part activement à la prolifération des gangs armés, non seulement sont épargnés, mais sont conviés à la table de négociation pour résoudre la crise.

Pour la classe ouvrière et les masses populaires, ce n'est pas tant l'inefficacité des mesures de l'ONU, des ambassades occidentales et du gouvernement contre les gangs armés qui pose problème c'est surtout que même si elles étaient efficaces, en réussissant leurs colloques ou autres résolutions, les maux dont souffre la

majorité de la population resteraient les mêmes.

En Haïti, une minorité de possédants détient la grande majorité des richesses, les terres arables, les usines, les entreprises, les banques. Contrôlant toute l'activité économique, elle ne laisse même pas des miettes aux classes populaires. Même s'ils ont un emploi, les travailleurs crèvent de faim à longueur de journée. Les notions de service de base à la population sont un tabou; dans tous les domaines, éducation, soins de santé, emplois, loisirs, habitat, les gens vivent dans une misère abjecte jusqu'à leur mort.

La dictature par la violence, celle des gangs armés illégaux ou celle légale de la Police ou de l'Armée est la seule façon de maintenir ce fossé abyssal entre la poignée de riches et l'écrasante majorité de la population. Cela, les classes riches l'ont assimilé depuis longtemps en maintenant les masses exploitées sous la coupe réglée des dictatures des plus sordides depuis plusieurs siècles en accord avec leurs acolytes étrangers avec qui elles partagent les dividendes de cette exploitation.

Se soulever pour abattre ce système qui génère les crises, le chaos, la misère, la violence, etc., sera l'œuvre de ceux contre qui il est dirigé, c'est-à-dire la classe ouvrière et les masses populaires. ■

## SOMMAIRE

### Editorial

- ⇒ Page 1
  - Les luttes conscientes et organisées des masses populaires : seule perspective d'avenir

### Leur société

- ⇒ Page 2
  - Intempéries: Port-au-Prince sous l'eau et des alluvions
  - L'hypocrisie des riches et des nationalistes
  - Quand le complotisme se met au service du chauvinisme
- ⇒ Page 3
  - Nicaragua : transit de la jeunesse haïtienne en fuite
  - Cap-Haïtien, : les autorités à la merci des gangs !
  - La commune de Tabarre à l'abandon !

### Dans les entreprises

- ⇒ Page 3
  - Nan batay ak revandikasyon nou yo, nap demaske patwon blof ak nasyonalis yo
- ⇒ Page 4
  - Aggravation de la situation des travailleurs sur la zone industrielle

### Dans l'international

- ⇒ Page 4
  - Gaza : Halte au massacre

### Nous contacter

LA VOIX DES TRAVAILLEURS

vdtravailleurs@yahoo.fr

B.P 2074, Port-au-Prince, Haïti

Tel : (509) 37 40 02 23

Dépôt légal à la Bibliothèque nationale: 89-12-308

## INTEMPÉRIES: PORT-AU-PRINCE SOUS L'EAU ET DES ALLUVIONS

Les pluies qui s'abattent sur la capitale ces derniers jours donnent un aperçu du niveau de dégradation de l'environnement. Pas seulement du département de l'Ouest mais du pays en général. La situation est particulièrement préoccupante à Port-au-Prince soumise à la violence et à la dictature des gangs armés qui occupent 80% des territoires depuis près de cinq années.

Éboulements de terre, ravines obstruées par l'accumulation des alluvions qui coulent sur la chaussée, formation de grandes flaques d'eau au milieu des routes, arrachement du revêtement des rues là où il en existe encore. Dans certains quartiers des familles laissent leur maison au beau milieu de la nuit pour fuir les torrents de boue qui les submergent.

À chaque pluie, même de faible importance, les routes se transforment en véritables torrents capables de tout entraîner. Faut de curage, les canaux obstrués ne peuvent plus évacuer l'eau. Celle-ci emprunte les artères et défonce les voies. Dans d'autres cas ce sont des tonnes d'alluvions charriées par l'eau qui sont accumulées par endroits et bloquent toute circulation. Beaucoup de routes sont devenues impraticables. À Poste Marchand, par exemple, l'eau provenant de Bourdon et de Lalue, a creusé un large sillon qui prend

toute la largeur de la route. Piétons et véhicules sont priés de rebrousser chemin.

Le Bois de Chêne, le canal qui traverse le centre de Port-au-Prince, est totalement bouché au niveau de la rue Magloire Ambroise. L'eau qu'il charrie inonde toute une zone allant de rue Saint-Honoré à la rue Nicolas, ce qui tourmente les riverains à chaque fois qu'il pleut.

L'État s'est désengagé de l'entretien de l'environnement depuis de nombreuses décennies. Déboisement accéléré des bassins-versants, absence totale de travaux d'entretien, un cocktail auquel se sont greffées l'aggravation des conditions de vie de la population et les guerres des gangs armés. Ce faisant, chaque phénomène naturel peut se convertir en véritable catastrophe et ce sont les masses exploitées qui en paieront le prix fort. D'où l'urgence pour ces dernières de mettre un terme à cet état de fait par leurs luttes. ■



## L'HYPOCRISIE DES RICHES ET DES NATIONALISTES

Le 13 octobre 2023, l'Association des Industriels Haïtiens (ADIH) a publié un communiqué en faveur de la construction du canal sur la rivière Massacre que partagent Haïti et Saint-Domingue et sur la fermeture des frontières de la République dominicaine avec Haïti. Ces patrons rejoignent ainsi des nationalistes petits bourgeois qui sont favorables à prolonger la cessation du marché binational en dépit de la levée de cette interdiction par les autorités dominicaines. Entre temps, que proposent-ils pour permettre à la population de continuer à se nourrir ? Rien ! Sinon que les plus vulnérables se laissent crever de faim.

Que la population se dresse pour s'opposer à l'arrogance et aux mesures discriminatoires, racistes de Luis Abinader et des nervis nationalistes dominicains contre les travailleurs immigrés, contre les masses populaires haïtiennes, elle a tout à fait raison. Mais pour une lutte qui prévoit d'être longue, tenant compte de l'ampleur des échanges entre Haïti et Saint-Domingue, il aurait fallu qu'en Haïti des mesures de grande envergure soient prises pour permettre à la population de tenir pour sortir victorieuse de ce bras de fer.

Il aurait fallu tout d'abord, donner à manger à la population. Dans les usines, dans les écoles et les universités, tout aurait

dû être mis en place pour offrir au moins deux plats aux travailleurs, fonctionnaires publics, écoliers et étudiants. Pareil aussi dans les quartiers populaires. Dans les usines, il aurait fallu suspendre tous les licenciements, augmenter le salaire minimum. Il aurait fallu procéder à une baisse générale des prix, y compris ceux des services publics, pour permettre à la population de souffler en attendant de prendre des mesures structurelles.

Mais patrons et nationalistes ont fait l'inverse. Transformant les tensions aux frontières en opportunité, ils en ont profité pour écouler les produits avariés dans leurs dépôts, augmenter substantiellement les prix de marchandises comme les produits laitiers, les

œufs, la farine, le sucre, etc.

Quant aux nationalistes, ils se retrouvent aujourd'hui à applaudir les exactions des policiers de la frontière contre des pauvres femmes qu'ils accusent de briser la résistance à Luis Abinader en passant la frontière avec quelques produits alimentaires, alors que de gros bonnets amènent ces produits par bateau depuis la République dominicaine.

Les classes dominantes n'ont jamais fait taire leurs intérêts. De même, dans toutes les luttes qu'elles engagent, la classe ouvrière et les masses populaires doivent toujours faire valoir leurs revendications, leur droit à la survie, se nourrir, se vêtir, se loger. Ceux qui prétendent le contraire sont leurs ennemis. ■

## QUAND LE COMPLICITÉ SE MET AU SERVICE DU CHAUVINISME

Depuis la fermeture de la frontière du côté dominicain, point de départ de la crise haïtiano-dominicaine autour de la construction d'un canal, des messages visant à stimuler les sentiments nationalistes, patriotiques et xénophobes circulent dans les médias et les réseaux. Ces messages nationalistes à forts relents complotistes ont pour objectif de détourner les masses laborieuses de leurs principaux ennemis.

Certains de ces messages font croire que les produits en provenance de la République dominicaine seraient de mauvaise qualité à tel point que les Dominicains eux-mêmes refusent de les consommer.

Commercialiser des produits bas de gamme qui ne respectent pas certaines normes est une pratique aussi vieille que la production marchande elle-même. C'est dans les gènes des capitalistes de tricher sur la qualité des produits qu'ils vendent, parce qu'ils économisent sur les coûts de production. Vendre des produits mal faits, des nourritures farcies de synthèses chimiques qui empoisonnent est la pratique des capitalistes partout, y compris en Haïti.

*Les commerçants détruisent les produits qui étaient destinés aux Haïtiens. Preuve que ces produits contiennent du*

*poison destiné à tuer les Haïtiens. Dit-on.*

Les producteurs capitalistes détruisent régulièrement des marchandises pour éviter qu'une trop grande quantité de produits ne fasse chuter les prix. C'est l'une des caractéristiques du fonctionnement anarchique du mode de production capitaliste. Dans le cas du marché dominicain, c'est le même principe. Le marché dominicain étant déjà saturé, le déversement des produits destinés au marché haïtien dans le circuit commercial dominicain serait préjudiciable à la bourgeoisie dominicaine à long terme. Dans la logique barbare et absurde des capitalistes mieux vaut les détruire. D'autant que l'État est là pour les indemniser.

Une dernière question qui attire notre attention, c'est l'existence « d'une industrie dominicaine spécifique pour les Haïtiens », c'est-à-dire des produits qui ne sont faits que

pour le marché haïtien.

Rien d'exceptionnel ! Mais, cela reflète plus la méthode des grands commerçants qui importent des produits en Haïti. Au lieu d'investir dans le développement d'une industrie domestique, les importateurs préfèrent sous-traiter à un fabricant à l'autre bout du monde. Il est courant de voir figurer ce genre d'instruction sur les étiquettes des produits consommés en Haïti : fabriqué en Égypte, distribué par SODIPAL SA ou CRISTOSA. Ou encore, fabriqué au Pérou pour telle ou telle société de distribution.

Derrière le ton nationaliste et patriotique qui accompagne ces discours il y a la manœuvre des grands commerçants qui souhaitent anéantir la concurrence dominicaine pour mieux vendre leurs marchandises au prix fort. ■

## NICARAGUA : TRANSIT POUR LA JEUNESSE HAÏTIENNE EN FUITE

Confronté à une fuite sans cesse croissante de jeunes haïtiens en direction du Nicaragua depuis plusieurs semaines, le gouvernement haïtien a décidé ce lundi 30 octobre 2023 de suspendre les vols à destination du Nicaragua. Devant la colère soulevée par cette décision, le directeur de l'Office national de l'aviation civile, OFNAC, s'est dépêché d'annoncer dans la soirée que cette mesure est temporaire. Les vols charters vers le Nicaragua reprendront prochainement après une réorganisation des vols, a-t-il poursuivi.

Nul doute que l'administration américaine est derrière cette mesure. Confrontés à cet afflux d'Haïtiens à leur frontière à partir du Mexique, les gouvernements américain et mexicain avaient pris certaines mesures restrictives au début du mois d'octobre. Il est probable que le gouvernement américain ait fait une demande dans ce sens à ses laquais haïtiens. Du côté du Nicaragua, il est possible que les dirigeants utilisent le désarroi de ces milliers de jeunes pour faire pencher la balance de

leurs différents avec les USA.

En Haïti, des malfrats, cachés derrière des agences de voyage, font leur beurre. Depuis plus d'un mois, le nombre de vols effectués par jour se compte par dizaines. Le coût d'un voyage varie entre 2500 et 4000 dollars, incluant le billet d'avion, les frais des agences, les différentes taxes payées à l'aéroport, etc.

Les nouvelles des déboires de nombreux de ces migrants ne diminuent en rien la volonté des candidats à l'exode qui veulent tenter leur

chance. La répression ne dissuade pas ces jeunes de fuir le pays.

Avec l'aggravation de l'insécurité, les attaques des gangs dans les quartiers populaires et le chômage, les Haïtiens, en particulier les jeunes, sont de plus en plus déterminés à fuir. Cette situation révoltante crée les candidats au départ. Chaque occasion, chaque piste permettant d'être le plus loin possible d'Haïti est une occasion ; l'objectif est d'atteindre un jour les États-Unis ou le Canada où ils espèrent avoir une vie différente. ■

## CAP-HAÏTIEN: LES AUTORITÉS À LA MERCI DES GANGS !

Lâches et irresponsables, à défaut de mettre les gangs hors d'état de nuire, les autorités entérinent dans leurs décisions ce que les gangs criminels ont imposé par la violence à la population sur le terrain. C'est le cas pour les produits pétroliers depuis ce 15 octobre 2023. De 570 gourdes, le prix du gallon de gazoline est passé officiellement à 800 gourdes.

Avant l'ère des gangs armés, les prix des produits pétroliers étaient identiques sur toute l'étendue du territoire. Mais depuis l'occupation de nombreux territoires par ces vermines, le péage imposé sur de nombreux axes routiers, les grands commerçants reportent sur la population pauvre l'argent versé aux gangs criminels.

Depuis la fin du mois de septembre 2023, les gangs occupent la route nationale numéro 3 et attaquent les camions de transport qui font le trajet Ouest-Nord, dont ceux transportant les produits pétroliers. De

ces difficultés, des acteurs de ce trafic ont fait une aubaine en actionnant le circuit parallèle. Ils acceptent de payer aux gangs les droits de passage de leurs camions pour ensuite écouler leurs produits à prix fort dans tout le département.

Et du coup c'est la pagaille. Il y a une hausse vertigineuse des prix allant de 570 jusqu'à 2000 gourdes dans certains coins du département du Nord. C'est pour remédier à cette situation que le commissaire du gouvernement a ordonné sélectivement, dit-on, l'arrestation de certains responsables de

stations-service.

Devant les protestations véhémentes des « gros bras » de la distribution et de la vente des produits pétroliers, une entente a été trouvée avec le commissaire du gouvernement.

Si les gangs, les actionnaires des pompes, le commissaire du gouvernement se sont taillé la part du lion, les masses populaires seules paieront de leur chair cette hausse des prix des produits pétroliers par l'augmentation générale des prix des transports, de l'alimentation et des produits de première nécessité. ■

## LA COMMUNE DE TABARRE À L'ABANDON !

Aux abonnés absents dans sa commune, la mairesse de la municipalité de Tabarre, Nice Simon, s'est affichée récemment aux côtés d'autres maires à Ounaminthe. Tenant en main un chèque d'une somme de 4 millions de gourdes, elle était venue faire, sous les projecteurs des journalistes, son petit pèlerinage comme tout « bon nationaliste haïtien » sur le site de construction du premier canal côté haïtien sur la rivière Massacre que partagent les deux pays.

L'étonnement était d'autant plus grand que les habitants de la commune de Mme Nice se demandaient depuis longtemps

s'il existait encore une municipalité à la tête de la commune de Tabarre.

Abandonnée, la commune de Tabarre donne l'image d'un territoire livré à lui-même. Les routes sont défoncées. Des piles de fatras, de saletés sont disséminées partout sur toute la chaussée. Le marché de Tabarre non loin du bureau de la maire est transformé en une déchèterie où les marchandes s'installent au milieu de la boue, des flaques d'eau puante, où il est difficile de se frayer un chemin.

La route du boulevard 5 octobre est impraticable, le tronçon Clercine-Cazeau est défoncé, Carrefour Rita est méconnaissable, il

est difficile de circuler même en voiture. De Carrefour Gerald Bataille jusqu'à Mais Gaté, c'est la débâcle. Les 2 semaines de pluie au cours du mois d'octobre ont envenimé la situation.

Si Mme Nice et ses collègues avaient fait le même effort pour d'une part réaliser des travaux sur les routes, les canaux de drainage, le marché et d'autre part convaincre et mobiliser leurs concitoyens à la propreté de leur environnement, nul doute que ces communes présenteraient un autre visage. Mais ces maires sont plus intéressés à se remplir les poches qu'au bien-être des habitants de leur commune. ■

## DANS LES ENTREPRISES

Nous publions ci-après l'éditorial du bulletin d'entreprise PAWÒL TRAVAYÈ du 19 oktòb 2023.

### PAWÒL TRAVAYÈ

**Nan batay ak revandikasyon nou yo, nap demaske patwon blofè ak nasyonalis yo**

Nan yon nòt Asosyasyon endistriyèl patwon ayisyen yo (ADIH) soti nan laprès jou ki te vandredi 13 oktòb la, yo deklare yap bat bravo pou tout malere-malerèz kap fouye kanal e ki fèmen pòt fwontyè yo pou bloke komès ant Sendomeng ak Ayiti. Mesye dam patwon sa yo kontinye pou di, yo solidè ak mouvman sa e mande gouvènman an pran mezi pou kenbe fwontyè a fèmen rèd.

Nan izin patwon sa yo, travayè ap monte masuife anba tarif pete fyèl, salè tibèkiloz, elatriye. Nan mache yo pri tout pwodui premye nesosite yo monte bwa. Gwo komèsan yo pa ezite fè mache nwa akoz fwontyè a ki fèmen. Tout sitirasyon bon pou klas rich yo ogmante volim eksplwatasyon travayè yo, kenbe mas pòv yo nan mizè.

Si politisyen yo, ti boujwa nasyonalis yo gen mwayen pou ranpli frijidè yo, achte bon jan manje ki soti nan lòt peyi pou yo reziste pandan fwontyè a fèmen, tout dispozisyon dwe pran prese prese anndan peyi a pou soulaje mizè ak souffrans klas travayè a ak mas eksplwatè yo.

Konsa, mas eksplwatè yo dwe ekzije pou grannèg yo ansanm ak gouvènman an pran mezi sa yo prese prese :

**Desann pri tout pwodui premye nesosite yo;**

**Kantin toupatou pou malere ka manje ;**

**Sispann tout revokasyon anndan izin yo;**

**Kafeterya nan tout antrepriz pou travayè manje;**

**Ajiste salè minimòm nan 2500 goud pou 8 èdtan travay;**

**Takse tout patwon pou jwenn lajan pou bay akonpayman sosyal pou tout travayè ki nan chomaj yo;**

**Bank agrikòl, tè,materyèl pou ti peyizan yo travay ak mwayen pou konsève pwodui yo;**

**Ouvè gwo chantye pou konstui kanal ak wout nan tout peyi a.**

Se nan batay mezi sa yo ap reyalize, travayè yo ak mas pòv yo ap rive konnen e demaske zago loray kap chèche twonpe nou ak diskou demagojik.

Bouch an Bouch yonn di lòt!

**OTR-UCI – Jedi 19 oktòb 2023  
An nou konte sou fòs nou !**

# AGGRAVATION DE LA SITUATION DES TRAVAILLEURS SUR LA ZONE INDUSTRIELLE

Les travailleurs ne voient pas le bout du tunnel. Chaque jour leur apporte son lot de surprises désagréables. Une semaine de congé sans solde, l'annonce de l'augmentation des quotas de travail à la journée qui les privera d'une petite prime, une usine qui se ferme, l'augmentation des prix des produits alimentaires, un ou plusieurs enfants qui ne pourront pas aller à l'école faute d'argent, un accident, les gangs qui se livrent bataille sur la route menant à leur lieu de travail. Pour eux, il n'y a jamais de répit ni de bonne nouvelle.

Nous publions ci-après le témoignage d'une ouvrière âgée de 40 ans, victime d'une syncope au courant du mois d'octobre 2023, à son usine au parc Sonapi :

« Je m'appelle Johanne, mère de deux enfants qui malheureusement vivent avec leur grand-mère en province. J'ai commencé à travailler à l'âge de 16 ans. Environ 24 ans après, je vis nettement plus mal qu'avant, touchant pratiquement le même salaire qu'au début. Là, je suis fatiguée, je me sens vieille, je n'ai plus

d'énergie. J'ai envie d'arrêter.

En ce moment, je vis avec mon compagnon qui lui aussi traîne sa misère dans une usine de sous-traitance. Malgré nos deux salaires, nous n'arrivons pas à joindre les deux bouts. Entre le loyer de la petite pièce où nous logeons et les petits coups de pouce qu'on donne aux enfants, il ne nous reste pas grand-chose. Avec les prix exorbitants des denrées alimentaires qui ne cessent d'augmenter, nous mourons de faim.

Là où je travaille en ce moment, je gagne en moyenne 6000 gourdes à la quinzaine. Mon salaire est reparti ainsi : 2500 gourdes pour la marchande de nourriture qui me vend à crédit après 10 jours. C'est le seul repas que je prends de la journée. C'est juste un bol de riz avec parfois un petit morceau de poulet. La quantité et la qualité diminuent à mesure que les prix haussent. Puis je rembourse à raison de 2000 gourdes à la quinzaine, un prêt que j'ai contracté auprès d'un usurier. Sur la zone industrielle nous appelons ce type de prêt un « coup de poignard », en raison de la dureté des

conditions faites à l'emprunteur et l'usurier, un « poignardeur ». Dans mon cas, j'ai pris un prêt de 10000 gourdes pour venir en aide à ma maman qui était tombée gravement malade. De cette somme, je verse l'équivalent de 20% d'intérêts à chaque paie, jusqu'à ce que j'aie remboursé la totalité des 10000 gourdes et pour finir je participe à une tontine de 1500 gourdes.

Chaque matin, je rentre travailler le ventre vide en espérant que l'heure de la pause arrive pour me précipiter auprès la marchande de nourriture cuite, et ce sera tout pour ma journée.

Au cours de ce mois, perdant connaissance, j'ai fait une chute dans les toilettes. Je suis revenue à moi quelques instants après dans un petit coin exigü qui sert de dispensaire dans l'usine. Quelques jours après, désirent savoir de quoi je souffrais, je suis allée dans un petit centre de santé pas loin de là où j'habite. L'infirmière m'a dit que je souffre d'une anémie chronique, mon taux d'hémoglobine était de 8 g/l m'a-t-elle annoncé. ■

## DANS L'INTERNATIONAL

A la botte de l'Oncle Sam, le gouvernement haïtien a fait abstention à une résolution toute symbolique du Conseil de sécurité des Nations unies, en appelant le 27 octobre dernier, à l'arrêt des hostilités entre Israël et le Hamas. Une position qui aligne ces scélérats haïtiens aux côtés de l'impérialisme américain qui a largement contribué au chaos actuel d'Haïti.

Nous publions ci-après quelques extraits d'un édito des camarades « Lutte Ouvrière » en France sur l'offensive de l'Armée d'Israël contre la bande de Gaza, paru le 23 octobre dernier.

## GAZA : HALTE AU MASSACRE

Rien ne peut justifier ce qui se passe aujourd'hui à Gaza. Depuis le 7 octobre, la terreur s'est abattue sur les Palestiniens de cette mince bande de terre.

Habitations, hôpitaux, écoles sous administration de l'ONU, mosquées ou églises... les deux millions et demi d'habitants n'ont nulle part où se mettre à l'abri des bombardements. Nulle part où s'approvisionner en nourriture, en eau, en carburant ou en médicaments.

L'aide humanitaire est une goutte d'eau dans cet océan de souffrances. Avec plus de 4 600 morts, des quartiers entiers rasés, des hôpitaux débordés, la tragédie se déroule sous les yeux du monde entier. C'est une politique de vengeance aveugle de la part de l'État israélien, et personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Et le pire est peut-être à venir !  
.....

De ces événements dépend l'avenir des Palestiniens et des Israéliens pour des décennies. De ces événements dépend l'avenir du Moyen-Orient et peut-être du monde, car qui peut être sûr que ce conflit n'embrasera pas la planète ? .....

Ces mêmes grandes puissances ont créé partout dans le monde des situations explosives. C'est particulièrement vrai dans ce Moyen-Orient riche en pétrole, où elles ont imposé leur domination en taillant dans la chair des peuples, en s'appuyant sur les

monarchies et les dictatures les plus rétrogrades, comme celle de l'Arabie saoudite. Et quand ces régimes manquaient de docilité, elles les ont écrasés, comme ce fut le cas avec Saddam Hussein en Irak.

Aujourd'hui, l'Irak, la Syrie, la Libye, le Liban, la Jordanie, l'Iran, le Yémen sont aussi des bombes sociales, avec des dizaines de millions de pauvres parfois aussi désespérés que les Palestiniens. Dans cette situation où la moindre étincelle peut provoquer une déflagration, les grandes puissances laissent Netanyahu jouer avec le feu.....

En Ukraine, les puissances impérialistes et la Russie s'affrontent par Ukrainiens interposés. Le bras de fer entre les États-Unis et la Chine peut dégénérer en conflit armé de mille façons. Et toutes les grandes puissances se placent déjà dans la perspective d'une troisième guerre mondiale.

L'espoir ne peut venir que des peuples eux-mêmes. Il viendra de ceux qui s'élèveront contre l'impérialisme et ses manœuvres. Il viendra de ceux qui comprendront la nécessité de combattre le capitalisme et la grande bourgeoisie, dont la politique est de dresser les peuples les uns contre les autres pour asseoir sa domination.

Renverser l'impérialisme pour établir une société égalitaire, débarrassée de l'exploitation et des rapports de domination, est la seule issue pour l'humanité. Cette perspective est à l'opposé des politiques nationalistes visant à défendre les intérêts d'un peuple au détriment des autres. À l'opposé de la politique de Netanyahu en Israël mais aussi de la politique du Hamas en Palestine.

Seule l'union des travailleurs de tous les pays contre les dirigeants du monde pourra briser l'engrenage guerrier dans lequel ils nous entraînent. ■



**POUR DÉFENDRE UNE POLITIQUE CORRESPONDANT À LEURS INTÉRÊTS DANS LES ÉVÉNEMENTS ACTUELS, COMME DANS LES LUTTES À VENIR, LA CLASSE DES PAUVRES A BESOIN D'UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE.**

**TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES, JOBEURS, CHÔMEURS, INTELLECTUELS, JEUNES DÉCIDÉS À SE METTRE AU SERVICE DES PAUVRES, PARTICIPEZ À LA CONSTRUCTION D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE.**

**CONTACTEZ NOS MILITANTS, FAITES CIRCULER LES IDÉES ET LE MATÉRIEL DE L'ORGANISATION, DEMANDEZ VOTRE ADHÉSION.**